

Bruxelles, le 7 février 2017
(OR. en)

5913/17

COPEN 28
EUROJUST 18
EJN 7

NOTE

Origine:	M. Maurizio Massari, Représentant permanent, Représentation permanente de l'Italie auprès de l'Union européenne
en date du:	21 décembre 2016
Destinataire:	M ^{me} Christine Roger, Directrice générale, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil relative aux équipes communes d'enquête - Notification faite par l'Italie

Madame la Directrice générale,

Par le décret législatif n° 34 du 15 février 2016, entré en vigueur le 25 mars 2016, l'Italie a mis en œuvre la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil relative aux équipes communes d'enquête.

J'ai l'honneur de porter à votre attention une note du ministère italien de la justice concernant la mise en œuvre de ladite décision-cadre, comprenant en annexe le texte législatif d'application, en langue italienne, ainsi qu'une traduction de courtoisie en langue anglaise. (*)

Formule de politesse

(s.) Maurizio Massari

(*) *Le texte législatif n'a pas été reproduit.*



**Ministero della Giustizia
Dipartimento per gli Affari di Giustizia
Direzione Generale della Giustizia Penale**

**À l'attention: DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL
DE LA COMMISSION**

par l'intermédiaire de

**La REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE**

Objet: Notification au titre de l'article 4 de la décision-cadre 2002/465/JAI du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête.

La République italienne a l'honneur de vous informer que la décision-cadre visée en objet a été pleinement mise en œuvre par le décret législatif n° 34 du 15 février 2016 énonçant des *"dispositions transposant dans le droit national la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête"*, publié au Journal officiel de la République italienne n° 58 du 10 mars 2016 et entré en vigueur le 25 mars 2016.

Par conséquent, à compter du 25 mars 2016, l'Italie appliquera les procédures prévues dans la décision-cadre 2002/465/JAI.

Le texte des dispositions du décret législatif n° 34 du 15 février 2016 est joint en annexe, accompagné d'une traduction en langue anglaise.

Rome,

Raffaele Piccirillo

DIRECTEUR GÉNÉRAL
